



© Mélinda Trochu

La manifestation a débuté à la "tente ambassade" aborigène, un campement érigé en 1972 à Canberra par des activistes luttant pour leurs droits.

ambassade aborigène", érigée en janvier 1972 par des activistes qui réclamaient à l'époque leurs droits et leurs terres. Leur objectif : marcher jusqu'au Parlement, dont chaque arcade est gardée par un policier. Sur les pancartes, des slogans en faveur des enfants, des rappels historiques et un ras-le-bol général : "Les Blancs ne comprennent pas les Aborigènes!"

“Les Australiens continuent de penser que les Aborigènes sont dysfonctionnels et qu’il faut sauver leurs enfants. J’ai travaillé sur des cas où les enfants ont été envoyés à 2.000 kilomètres de leurs parents!”

Après une courte marche sous un soleil étouffant, les grands-mères prennent la parole à tour de rôle. Parmi elles, Hazel Collins, originaire de Gunnedah, en Nouvelle-Galles du Sud. "Ce n'est pas une nouvelle génération d'enfants volés. En fait, cela a toujours existé. C'est juste que nous, Aborigènes, avons cessé d'en parler. Nous nous sentions honteux et nous ne savions pas comment combattre le système. La justice nous a abandonnés à de nombreuses reprises. Chaque mère aborigène, partout en Australie, a peur aujourd'hui qu'on vienne prendre son enfant."

En 2009, Hazel Collins a vu trois de ses petits-enfants emmenés par les services sociaux. "Ils pensaient que ma fille était SDF, c'est pour ça qu'ils les ont pris. Mais ce n'était pas le cas." La justice refuse alors que Hazel Collins devienne la tutrice de ses petits-enfants. "Ils ne nous ont pas dit où ils les emmenaient car ils avaient peur qu'on vienne les kidnapper." Les enfants, placés dans une famille blanche, sont alors autorisés à voir leur grand-mère une heure par mois, sous l'œil d'une caméra de surveillance.

Dans 40,60 % des cas de retrait d'enfants aborigènes, la raison invoquée est la "négligence" (contre 22 % pour les enfants non aborigènes). Les cas d'abus sexuels ne représentent "que" 9 % des retraits. Or ce terme très vague donne aux travailleurs sociaux un pouvoir énorme sur la vie des enfants aborigènes et de leurs parents.

Hazel Collins se remémore ses conversations surveillées avec ses petits-enfants : "Ils me demandaient quand ils pourraient rentrer à la maison, me disaient qu'ils seraient gentils. Comment leur dire que ce n'est pas de leur faute? Que notre seul tort est d'avoir la peau foncée?" En mai 2015, l'ex-infirmière âgée de 60 ans a finalement obtenu la garde de ses petits-enfants après une campagne médiatique. "Ils me les ont rendus en espérant que je me taise. Mais si je la fermais, je serais pire qu'eux. Tous les enfants aborigènes placés méritent d'être réunis avec leur famille. Il faut continuer notre combat!"

